

Conflits oubliés : Liban

Quand l'ONU s'interroge sur l'avenir de sa présence au Moyen-Orient

Le Liban est aujourd’hui à la croisée des tensions. Incapable de désarmer un Hezbollah affaibli mais toujours redouté, l’État peine à affirmer son autorité sur l’ensemble du territoire. L’armée nationale, sous-équipée, ne suffit pas à garantir la sécurité aux frontières, et les élites politiques, profondément divisées, cherchent en permanence des appuis extérieurs pour compenser leur faiblesse interne. Israël, de son côté, multiplie les frappes dans le Sud, en quête de profondeur stratégique face à une menace persistante et une frontière encore mal définie. Pendant ce temps, la corruption gangrène les institutions, l’économie s’effondre, et la jeunesse s’exile.

C’est dans ce contexte incertain que les véhicules blancs de l’ONU continuent de silloner le Sud-Liban. Depuis près de cinquante ans, les Casques bleus patrouillent le long de la « Ligne bleue », cette frontière tracée après le retrait israélien de 2000. Leur présence, discrète mais constante, maintient un équilibre fragile entre calme relatif et retour possible des hostilités.

Mais un tournant se dessine. Le Conseil de sécurité prévoit un **retrait progressif** de la FINUL à partir du 31 décembre 2026, en concertation avec les autorités libanaises. La mission ne disparaîtra pas du jour au lendemain, mais son empreinte sur le terrain s’amenuisera considérablement.

Alors, que restera-t-il pour contenir les tensions entre Israël et le Hezbollah, dans un pays miné par la crise économique, la paralysie politique et l’effondrement de ses services publics ? Le Liban est l’un des pays les plus suivis par l’ONU. Mais dans l’actualité internationale, il est devenu l’un de ces conflits que l’on regarde de moins en moins.

La FINUL, dernier rempart ou présence symbolique ?

La FINUL est créée en 1978, au moment des premières incursions israéliennes au Sud-Liban. Sa mission initiale est claire. Elle doit superviser le retrait des troupes israéliennes et aider le gouvernement libanais à rétablir son autorité dans la région.

Au fil des guerres, des cessez-le-feu et des résolutions, son mandat s’élargit. La FINUL surveille la ligne de cessez-le-feu, soutient l’armée libanaise, protège les civils et sert de canal de communication entre les parties. Après la guerre de 2006 entre Israël et le Hezbollah, son effectif est renforcé. La mission devient un élément central de l’architecture de sécurité au Sud-Liban.

Aujourd’hui encore, plus de 10 000 Casques bleus sont déployés dans la zone. Sans cette présence, reconnaissent la plupart des diplomates, la frontière serait probablement beaucoup plus volatile. Pourtant, les résultats demeurent ambigus. La FINUL peut observer, signaler, dialoguer, parfois désamorcer une crise locale. Elle ne peut pas désarmer le Hezbollah. Elle ne peut pas imposer l’autorité de l’État dans des zones où celui-ci n’exerce qu’un contrôle limité.

Le projet de retrait progressif s’explique par plusieurs facteurs. Les États contributeurs sont fatigués après des décennies de présence. Le coût financier d’une mission de longue durée pèse de plus en plus dans les budgets nationaux. Beaucoup estiment aussi qu’aucune opération de maintien de la paix ne peut, à elle seule, compenser l’effondrement d’un État qui ne se réforme pas.

Le gouvernement libanais, lui, craint un vide sécuritaire. L’armée reste sous-équipée et dépendante des aides étrangères. La présence de la FINUL constitue une forme de filet de sécurité, notamment

dans les villages frontaliers. La France, qui porte le texte au Conseil de sécurité, plaide pour un désengagement graduel. Elle met en garde contre un départ précipité qui affaiblirait encore la position de l'armée libanaise dans le Sud.

La nouvelle résolution demande aussi à Israël de se retirer de plusieurs collines stratégiques situées au nord de la Ligne bleue. Ces positions sont encore occupées malgré les résolutions antérieures. Leur statut alimente les tensions locales et sert de prétexte à des incidents récurrents.

Derrière ce débat apparemment technique se cache une question plus large. Que peut encore l'ONU dans un pays où l'État n'a jamais vraiment réussi à tenir tout son territoire ?

Hezbollah, l'État dans l'État

Impossible de comprendre le Liban contemporain sans parler du Hezbollah. Le mouvement naît au début des années 1980, dans un contexte de guerre civile, d'occupation israélienne et de montée en puissance de l'Iran révolutionnaire. Au fil des décennies, il se transforme.

Le Hezbollah est à la fois une milice, un parti politique et un acteur social. Il dispose d'une aile militaire fortement armée. Il participe aux élections et siège même au Parlement. Il gère aussi des réseaux d'écoles, de cliniques et de services sociaux dans plusieurs régions du pays, surtout dans les quartiers populaires chiites et au Sud-Liban.

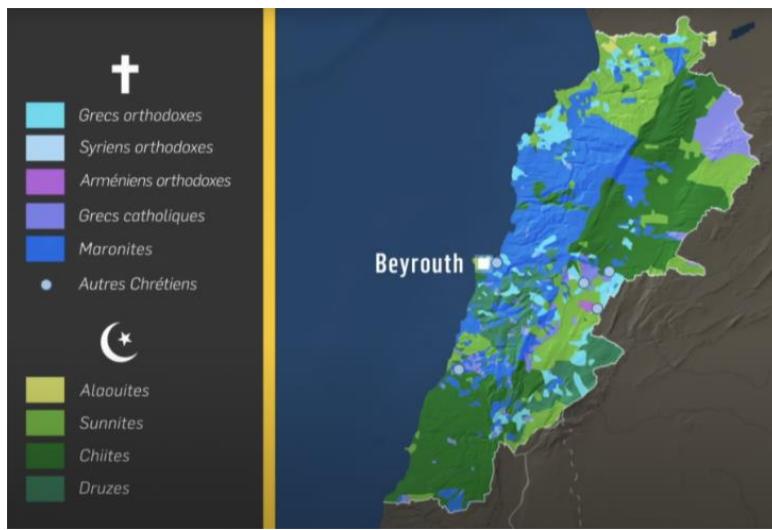
Pour une partie de la population, le Hezbollah incarne la résistance face à Israël. Pour d'autres, il symbolise au contraire la confiscation de l'État par un acteur armé lié à Téhéran. Sur le plan militaire, le mouvement dispose de dizaines de milliers de combattants et de capacités balistiques importantes. Dans de nombreux domaines, il apparaît mieux équipé que l'armée régulière.

Au quotidien, la présence du Hezbollah se ressent concrètement. Dans des zones négligées par l'État, ce sont ses structures qui assurent l'aide sociale, l'accès aux soins ou la reconstruction après les bombardements. Cette influence renforce son ancrage, mais affaiblit encore l'idée d'un État central. Beaucoup de Libanais vivent dans un système fragmenté, où le lieu de résidence ou l'appartenance communautaire déterminent l'acteur qui, en pratique, gère leur quotidien.

Depuis l'attaque du Hamas contre Israël en octobre 2023, la frontière israélo-libanaise connaît un nouveau cycle de violences. Le Hezbollah multiplie les tirs vers le nord d'Israël, en soutien affiché à Gaza. Israël réplique par des frappes aériennes et d'artillerie sur le Sud-Liban. Des villages sont évacués. Des infrastructures sont détruites. Fin 2024, un cessez-le-feu fragile se met en place, entériné par une nouvelle résolution du Conseil de sécurité. La FINUL se retrouve à nouveau au cœur du dispositif, chargée de limiter les incidents et de maintenir un minimum de dialogue.

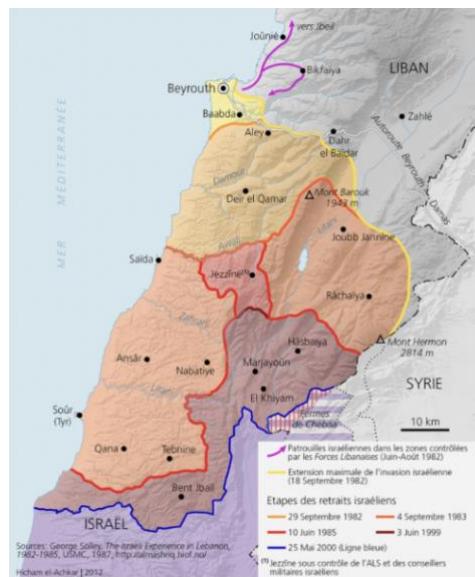
Un pays fracturé par son propre équilibre

Pour comprendre pourquoi l'État libanais peine autant à s'imposer, il faut revenir au système qui organise la vie politique depuis l'indépendance. En 1943, le Pacte national entérine un partage du pouvoir entre confessions. Le président de la République est chrétien maronite. Le Premier ministre est musulman sunnite. Le président du Parlement est musulman chiite. D'autres postes sont eux aussi attribués selon l'appartenance communautaire.



Ce compromis devait garantir la coexistence. Il a longtemps été présenté comme un modèle de pluralisme au Moyen-Orient. Mais il a aussi figé les identités religieuses en parts de pouvoir. Les partis sont devenus des représentants de communautés. Les institutions se sont transformées en terrains de négociation permanente. La loyauté envers la communauté a souvent primé sur la logique de l'intérêt général.

L'arrivée de nombreux réfugiés palestiniens après 1948 a bousculé cet équilibre déjà fragile. Leur présence militaire au Sud-Liban, puis les confrontations avec Israël, ont attisé la méfiance entre groupes. En 1975, le pays bascule dans la guerre civile. Pendant quinze ans, milices chrétiennes, partis musulmans, factions palestiniennes, armée syrienne et forces israéliennes se disputent le contrôle du territoire.



L'accord de Taëf, signé en 1989, met fin à la guerre civile et fixe deux obligations centrales pour restaurer l'autorité de l'État : **le désarmement de toutes les milices et le déploiement de l'armée libanaise sur l'ensemble du territoire**. Si l'Armée du Liban Sud, alliée d'Israël, se dissout finalement en 2000, le Hezbollah, lui, **ne remettra jamais ses armes**. En revendiquant son rôle de « résistance » face à Israël, il consolide son contrôle sur la communauté chiite, entre au Parlement et tisse des alliances politiques durables qui lui permettent de s'imposer comme un acteur incontournable, échappant à l'autorité de l'État.

Sur le plan institutionnel, Taëf maintient le système confessionnel et ne transforme que marginalement les structures de pouvoir. Le Liban reste sous l'influence syrienne jusqu'au retrait des troupes de Damas en 2005, à la suite de l'assassinat de Rafic Hariri et du mouvement du 14 mars. Malgré la reconstruction matérielle entamée après la guerre, les logiques de blocage demeurent : gouvernance fragile, compromis opaques et crises politiques à répétition. Le Liban aborde ainsi l'après-guerre avec un État affaibli et la présence durable d'un acteur armé dominant, en contradiction directe avec l'esprit même de l'accord de Taëf.

Une crise totale, une société à bout de souffle

Depuis 2019, le Liban traverse une crise économique et sociale d'une ampleur historique. La livre libanaise s'effondre. Les économies de milliers de familles disparaissent dans les banques. Les prix explosent. De larges pans de la classe moyenne basculent dans la précarité.

En octobre 2019, une vague de manifestations éclate dans tout le pays. Des Libanais de toutes confessions descendent dans la rue. Ils dénoncent la corruption, le clientélisme et l'incapacité des élites à gouverner autrement que par la répartition des postes. Pendant plusieurs semaines, les slogans visent l'ensemble du système, au-delà des clivages traditionnels. Mais ce mouvement ne parvient pas à imposer une rupture politique. Des gouvernements tombent, d'autres arrivent, sans changement structurel.

Le 4 août 2020, l'explosion du port de Beyrouth marque un traumatisme durable. Une vaste quantité de nitrate d'ammonium, stockée depuis des années sans mesures de sécurité suffisantes, explose. Plus de deux cents personnes meurent. Des milliers sont blessées. Des quartiers entiers de la capitale sont soufflés. La catastrophe devient le symbole de la négligence et de l'irresponsabilité des autorités.

Les enquêtes se heurtent à des blocages politiques. Des juges sont dessaisis. Des responsables refusent de comparaître. La confiance dans la justice, déjà fragile, s'érode encore. Dans de nombreux foyers, un sentiment d'abandon s'installe.

Au quotidien, la crise se traduit par des coupures d'électricité qui durent parfois plus de vingt heures par jour. Les hôpitaux manquent de matériel. Les écoles peinent à payer leurs enseignants. Beaucoup de jeunes diplômés cherchent à partir vers l'Europe, l'Amérique du Nord ou les pays du Golfe. Cet exode prive le pays d'une partie de ses forces vives.

Dans ce contexte, ce sont souvent des partis, des milices, des associations religieuses ou des ONG internationales qui assurent des services de base. L'État se réduit à quelques fonctions symboliques. Cette fragmentation accentue la dépendance des citoyens à des réseaux locaux. Le lien civique se fragilise.

Un conflit que le monde ne regarde plus vraiment

Sur le papier, le Liban reste un pays où l'ONU est omniprésente. Vingt-six agences y mènent des programmes liés à la paix, à la gouvernance, au développement et à la gestion des réfugiés syriens et palestiniens. Les Casques bleus patrouillent au Sud. Les rapports s'accumulent. Les conférences de donateurs se succèdent.

Mais dans les médias internationaux, le Liban apparaît de plus en plus rarement. Une explosion, un regain de tension à la frontière, une crise gouvernementale majeure, puis l'attention se détourne. D'autres conflits occupent l'espace public. L'Ukraine ou encore Gaza pour ne citer qu'eux, mobilisent l'essentiel des ressources diplomatiques et financières.

Le retrait programmé de la FINUL illustre ce désengagement progressif. Certains y voient un signe de maturité. Ils estiment qu'il appartient désormais aux Libanais de prendre en main leur sécurité et leur

avenir. D'autres y lisent un pari risqué. Ils craignent qu'un départ trop rapide laisse un vide sécuritaire dans une région où les lignes de front peuvent se réactiver très vite.

Le Liban se trouve ainsi à la croisée des chemins. Le système politique est verrouillé par des logiques confessionnelles et clientélistes. L'économie est exsangue. La jeunesse s'en va. La communauté internationale, tout en restant présente, semble tentée de regarder ailleurs.

Reste une question, au cœur de ce « conflit oublié » : combien de temps un pays peut-il tenir dans un tel équilibre instable, sans État fort, sans réforme profonde et sans véritable stratégie internationale pour l'accompagner ?

Rédigé par Gauthier van Outryve d'Ydewalle, APNU Jeunes

Bibliographie

A

Achcar, Gilbert. (2019). *Cent ans de sujexion*. Le Monde diplomatique.

Al Jazeera. (2025). *Beirut port blast victims say five years later, justice feels a bit closer*.

ARTE. (2023). *Liban : anatomie d'une guerre*. Documentaire.

Associated Press (AP). (2024). *Lebanon's electricity crisis and World Bank loan*.

B

Britannica. *History of Lebanon*.

Britannica. *Lebanese National Pact (1943)*.

Bulletin ONU Info. (29 août 2025). *Bulletin d'ONU Info du 29 août 2025*.

C

Classe Internationale. (2017). *Le Liban sous influence syrienne (1943-2005)*.

Congressional Research Service. Thomas, Clayton & Zanotti, Jim. (2023). *Lebanese Hezbollah (CRS Report IF10703)*.

Conseil de sécurité de l'ONU. (1978). *Résolution 425 (1978)*.

Conseil de sécurité de l'ONU. (1978). *Résolution 427 (1978)*.

Conseil de sécurité de l'ONU. (1995). *Résolution 1006 (1995)*.

Conseil de sécurité de l'ONU. (2004). *Résolution 1559 (2004)*.

Conseil de sécurité de l'ONU. (2006). *Résolution 1701 (2006)*.

Conseil de sécurité de l'ONU. (2024). *Résolution 2749 (2024).*

E

Esteri & UNIMED. (2021). *Per un'analisi delle proteste libanesi.*

F

France 24. (2024). *Les Casques bleus de la Finul quitteront le Liban en 2027.*

France 24. (2024). *La Finul, une force internationale dont l'histoire s'entremêle aux tragédies du sud du Liban.*

H

Haddad, C. (2024). *Au Liban, puissance et prudence du Hezbollah.* Le Monde diplomatique.

Human Rights First. (2024). *Welcomes Ceasefire Announcement, Reiterates Calls for Aid Surge and Accountability.*

Human Rights Watch. (2023). *Cut Off From Life Itself: Lebanon's Failure on the Right to Electricity.*

I

ICRC Casebook. (2006). *Israel/Lebanon/Hezbollah Conflict in 2006.*

L

LCPS & UNICEF. (2024). *The Fragmented Future: Lebanon's Lost Generation Amid Crisis and Migration.*

Le Monde. (2023). *Liban : pourquoi le partage religieux du pouvoir pose problème.*

M

Meier, Daniel. (2018). *Au Sud-Liban, la Blue Line comme marqueur du post-conflit ?* Espace Politique.

O

Office of the UN Special Coordinator for Lebanon (UNSCOL).

P

Palquest. (2009). *Palestine Liberation Organization (I)*.

Press UN / ONU Info. (2024). *Le Conseil de sécurité proroge d'un an le mandat de la FINUL.*

R

Reuters. (2024). *UN peacekeepers patrol southern Lebanon: What is their mandate?*

U

UN Data. *Lebanon – Country Profile.*

UN Info. (2025). *Liban : la mission de paix de l'ONU fermera ses portes fin 2027.*

UN Info. (2025). *Liban : le rôle et les moyens futurs de la FINUL en débat.*

UN Lebanon. *About the United Nations in Lebanon.*

UNIFIL. (20 October 2024). *UNIFIL Statement.*

United Nations. *UN Membership – Founding Member States.*

United Nations. (2024). *Escalating tensions in Lebanon and implementation of SC Resolution 1701 (2006): Adoption of Resolution 2749 (2024).*

UNSCOL. (2024). *United Nations Lebanon and Maharat Foundation – Information Integrity Campaign.*

W

World Bank. (2021). *Lebanon Sinking into One of the Most Severe Global Crises Episodes.*

World Bank. (2019). *Behavioral Strategies to Support Social Stability in Lebanon.*